
GRÈVE ET MANIFESTATION MARDI 10 FÉVRIER

LA FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION APPELLE LES PERSONNELS DE TOUTE L'ÉDUCATION À REJOINDRE LES PERSONNELS DU SUPÉRIEUR ET LES ÉTUDIANTS DANS LA RUE ET DANS LA GRÈVE

Les revendications du mouvement universitaire :

- contre la LRU (loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités) et ses conséquences :
- la suppression programmée du corps de catégorie C des Biatoss et l'externalisation de leurs fonctions, pour la titularisation des précaires en poste ,
- le projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs,
- le démantèlement en cours des organismes de recherche (CNRS, INSERM, INRA, etc.) et leur transformation en agence de moyens,
- les dotations budgétaires insuffisantes dans l'enseignement supérieur et la recherche, et la mise en concurrence des universités.

Pour l'obtention d'un plan pluriannuel de recrutement d'enseignants, chercheurs, enseignants-chercheurs, personnels de bibliothèque, administratifs et techniques, sur postes de fonctionnaire de la fonction publique d'état, à la hauteur des besoins »

Contre la masterisation et la réforme des concours de recrutement du premier et du second degré.

En quoi sommes nous concernés dans le premier et le second degrés ?

Le projet Darcos-Pécresse vise à précipiter les futurs enseignants du primaire et du secondaire dans la précarité. Dans un contexte de réduction des postes aux concours, les candidats qui n'obtiendront pas le master « métier d'enseignement » constitueront un vivier d'enseignants précaires sans autre débouché. Le tarissement des postes aux concours entraîne déjà l'augmentation du recrutement d'enseignants sans statut.

A terme, les recrutements s'effectueraient sans concours en puisant dans le vivier des étudiants titulaires de master . Cela signerait la remise en cause du statut de la fonction publique pour les personnels de l'Éducation Nationale, comme c'est déjà le cas par exemple à La Poste et France Telecom.

Le projet Darcos-Pécresse vise donc à mettre en concurrence plusieurs catégories d'enseignants, avec un moins-disant salarial pour le plus grand nombre. Ce projet aboutirait à multiplier les embûches pour les étudiants des milieux populaires, - déjà de moins en moins nombreux - et à développer les stages sous-payés. Il accroîtrait le tri social déjà à l'œuvre. de la maternelle à l'université. Le projet Darcos-Pécresse renonce à une véritable formation en alternance, articulant connaissances scientifiques et compétences didactiques et pédagogiques.

Pour SUD éducation, il est hors de question d'accompagner cette contre réforme en négociant des améliorations à la marge.

SUD éducation a signé l'Appel du 8 novembre et participé aux côtés d'autres syndicats et organisations aux coordinations nationales sur la formation des enseignants et la refonte du statut des enseignant-chercheurs.

Nos revendications spécifiques sur quelques points :

- 1- nous exigeons le retrait pur et simple du projet Darcos Pécresse, pas un simple moratoire : il n'y a rien dans ce texte qui représente une avancée significative.
- 2- pour SUD éducation, la licence doit rester le diplôme permettant aux étudiants de se présenter aux concours de recrutement.
- 3- il faut maintenir dans l'enseignement supérieur un institut spécifique de formation professionnelle des enseignants stagiaires reçus aux concours.
- 4- nous revendiquons l'allongement de la formation professionnelle : deux années salariées pleines après l'obtention du concours pour poursuivre les apprentissages disciplinaires et acquérir des compétences didactiques et pédagogiques. Nous revendiquons la reconnaissance d'un meilleur niveau de qualification pour tous les enseignants, donc de meilleurs salaires : le master doit être délivré à la fin de la formation professionnelle.
- 5- pour former les enseignants, il faut des formateurs de différentes catégories : enseignants-chercheurs, enseignants des premier et second degré, maîtres-formateurs...

Sur la base de ces revendications, SUD éducation appelle les enseignants, les stagiaires et les étudiants à s'engager dans l'action pour faire reculer les ministres et obtenir l'abandon du projet Darcos- Pécresse, véritable régression sociale et pédagogique : c'est l'avenir de l'Éducation qui est en jeu.

L'ÉDUCATION ET LA FORMATION NE SONT PAS UNE CHARGE MAIS UN INVESTISSEMENT!

Au moment où nous prenons connaissance des mesures de carte scolaire dans le second degré et les 3000 suppressions de postes au concours dans le premier degré, il devient urgent d'amplifier la mobilisation contre cette politique .

De la maternelle à l'Université, Unissons nous pour la qualité du service public d'éducation et de recherche.

Saint Denis, le 8 février 2009